



D élit forestier à Senon en 1823 : l affaire du domestique de Jean-Baptiste TOUSSAINT

Laurence, samedi 09 mai 2009 - 18:08:35

D élit forestier à Senon en 1823

l affaire du domestique de Jean-Baptiste TOUSSAINT

En 1823, le domestique de Jean-Baptiste TOUSSAINT, demeurant à Senon, a été surpris en train de garder deux b Sufs dans les bois communaux d Amel et Senon.

Le procès verbal de l époque précise qu il s agissait de taillis de quatre ans. Faire paître des animaux dans des bois communaux était déjà en soi certainement répréhensible, cependant on peut supposer que c est surtout la jeunesse des plants d arbres (taillis de 4 ans) qui a valu à Jean-Baptiste TOUSSAINT, responsable des actes de son domestique, d être verbalisé. En effet les b Sufs risquaient d abîmer les jeunes arbres (et les ont peut-être abîmés) et mettre ainsi en péril les futures récoltes de bois, le bois étant une ressource précieuse pour l époque (chauffage, construction, ameublement, etc..).

Le procès verbal sera dressé par le garde forestier puis communiqué à l adjoint au maire, le maire de Senon étant indisponible au moment des faits. Cette absence temporaire du chef de la commune aura des répercussions puisque le procès verbal sera finalement déclaré nul sous prétexte que l adjoint avait omis de faire mention de l absence du maire.

L arrêt de la cour de cassation du 31 janvier 1823

L adjoint au maire qui reçoit l affirmation du procès-verbal d un garde forestier est-il tenu, sous peine de nullité du procès-verbal, de déclarer qu il agit en l absence du maire ou pour tout autre empêchement ?

Six arrêts de cassation rendus le 31 janvier 1823 par le tribunal de Saint-Mihiel ont jugé que non, et que l empêchement du



maire est pr ésum é de droit.

L un de ces six arr êts concerne l affaire TOUSSAINT. Son contenu est reproduit ici.

Il n est pas n écessaire, à peine de nullité, que l adjoint d un maire, qui re çoit l affirmation d un proc ès-verbal, fasse mention de l absence du maire, attendu qu il est pr ésum é n avoir agi que dans la mesure du pouvoir qu il tient de la loi .

Un proc ès-verbal rev êtu des formes prescrites a constat é que le domestique de TOUSSAINT avait ét é surpris gardant deux b Sufs dans les bois communaux d Amel et Senon, taillis de quatre ans.

Le tribunal correctionnel de Montm édi, saisi de la poursuite dirig ée contre ce propri étaire comme civilement responsable, avait d éclar é nul le rapport du garde, sur le motif que l adjoint du maire de la commune, qui en avait re çu l affirmation, n avait pas fait mention de l absence ou autre emp êchement du maire. Et sur l appel de ce jugement, le tribunal de Saint-Mihiel en avait la confirmation, et avait ainsi adopt é une nullité qui ne d érive d aucune disposition de la loi. Cet exc ès de pouvoir a ét é r éprim é par un arr êt de cassation, dont les motifs et les dispositions sont ci-apr ès énonc és :

Ou ï M. CHANTEREYNE, conseiller, en son rapport, et M. FR ÉTEAU de PENY, avocat g énéral, en ses conclusions ;

Vu les articles 408 et 413 du code d instruction criminelle, desquels il r éulte que les arr êts ou jugements en dernier ressort, dans les mati ères correctionnelles, doivent être annul és par la cour, lorsqu ils ont viol é les r ègles de comp étences ;

- Et attendu que les adjoints de maire ont un caract ère personnel d autorité publique, en vertu duquel ils sont autoris és, soit à suppl éer les maires en cas d absence ou autre emp êchement, soit à exercer dans tous les cas les fonctions qui leur sont particuli èrement d élégu ées ;

- Attendu que l article 11 de la loi du 28 flor éal an 10, en statuant que les adjoints pourront recevoir les affirmations des proc ès-verbaux, à d éfaut des maires, ne leur a pas impos é l obligation, à peine de nullité de leurs actes, de d éclarer express ément qu ils agissent en l absence ou emp êchement du maire ;

- Que l emploi de cette formule n est ordonn é par aucune loi ;

- Qu ainsi, et par cela seul qu un adjoint de maire a proc éd é, en cette qualit é, à un acte qui tient à l exercice de son caract ère d autorité publique, la pr ésomption l égale est qu il y a proc éd é dans la mesure du pouvoir qu il tient de la loi, et dans un des cas d étermin és par elle ; -Que cette pr ésomption, fond ée sur sa qualit é m ême, dispense de toute autre preuve, et subsiste dans toute sa force, tant qu elle n est pas r éguli èrement d étruite par une preuve contraire ;

Et attendu que, dans l esp èce, un proc ès-verbal r égulier, et affirm é dans le d élai prescrit devant l adjoint de la



commune, a constaté un délit forestier commis par le domestique de Jean-Baptiste TOUSSAINT, dans les bois communaux d'Amel et Senon, taillis de quatre ans ; délit pour lequel ledit TOUSSAINT a été poursuivi par l'administration, comme en étant civilement responsable ;

- Que l'adjoint de la commune de Senon, qui a reçu l'acte d'affirmation de ce procès-verbal, est, de droit, présumé n'avoir agi que pour l'absence ou autre empêchement du maire ; que cet acte a donc, par sa signature et la mention de sa qualité, un caractère d'authenticité suffisant pour que le rapport dont il est le complément devienne la base d'une condamnation juridique ;

-Que cependant, le tribunal de Saint-Mihiel, saisi de l'appel du jugement rendu par le tribunal correctionnel de Montmédi, a cru pouvoir, ainsi que le tribunal de première instance, déclarer nul le rapport dont il s'agit, sous le prétexte que l'adjoint qui a reçu l'acte d'affirmation n'a pas fait mention de l'absence ou autre empêchement du maire qu'il remplaçait ; En quoi ce tribunal a violé les règles de sa compétence, commis un excès de pouvoir en créant une nullité qui n'est pas dans la loi, fait une fausse application de l'article 11 de la loi du 28 floréal an 10, et violé les lois de la matière, en n'appliquant pas à un délit également constaté les peines encourues par les prévenus ;

Par ces motifs, la cour casse et annule le jugement rendu, le 18 juillet dernier, par le tribunal de Saint-Mihiel, entre l'administration forestière et Jean-Baptiste TOUSSAINT ; et pour être statué conformément à la loi, sur l'appel du jugement du tribunal correctionnel de Montmédi, renvoie les parties et les pièces de la procédure devant la cour royale de Metz.

Ordonne, etc.

Ainsi jugé et prononcé, etc., section criminelle, etc.

Nota. Le même jour, 31 janvier, cinq autres arrêts de cassation, fondés sur les mêmes motifs, ont annulé cinq jugements rendus par le même tribunal de Saint-Mihiel, entre l'administration des forêts et Richard LEGENDRE, Quentin RENAUX, Gabriel PÉRIGNON, Louis BAILLY et Joseph GOBERT, lesquels attaqués par les mêmes moyens, présentaient la même ouverture à cassation

Une affaire qui fera jurisprudence

L'affaire TOUSSAINT servira d'exemple et fera jurisprudence quant à l'autorité d'un adjoint au maire en l'absence du maire. Elle est reprise, notamment en 1857, dans l'édition de « *Jurisprudence générale. Répertoire méthodique et alphabétique de l'égislation de doctrine et de jurisprudence en matière de droit civil, commercial, criminel, administratif, de droit des gens et de droit public* » par les fameux frères DALLOZ Victor Alexis Désiré et Armand.

Dans cette affaire TOUSSAINT, s'agit-il de Jean-Baptiste TOUSSAINT qui a été maire de Senon en 1811 ou d'un homonyme ? L'histoire ne le dit pas.

Pascal et Laurence, mai 2009